

Accumulation du capital et classes sociales

Jean-Pierre Delas

Professeur en sciences économiques et sociales en classes préparatoires,
lycée Thiers (Marseille).

Selon Gary S. Becker, le capital est l'ensemble des ressources dont dispose un individu et qui sont susceptibles de fournir des revenus futurs. Cette acception extrêmement large peut englober toutes les formes de capitaux (matériel, financier, humain, culturel, social, symbolique) et toutes les formes de revenus et de gratifications (en nature, pécuniaires et symboliques).

«celui qui a été éduqué fournira un travail "qui pourra lui rembourser le coût de sa formation avec au moins les profits ordinaires d'un capital de même valeur"»

Adam Smith,
La richesse des nations, chap. X.

Elle permet aussi d'intégrer la proposition de Bourdieu selon laquelle toutes les formes de capital peuvent être converties en capital économique. C'est ainsi que la notoriété académique, qui en elle-même ne "rapporte rien", procure des avantages de carrière, des invitations, des voyages (colloques, conférences), parfois même elle peut déboucher sur l'accès à un public assez large pour en tirer des gains pécuniaires (conseil, participation à des émissions

ou à des publications grand public). Ces diverses composantes ont pour point commun de constituer un stock et donc de s'accumuler et se transmettre de génération en génération. La rapidité d'accumulation est une fonction croissante du volume de capital possédé. "Le capital appelle le capital", c'est ainsi par exemple que la possession du logement permet à un ménage d'épargner le loyer économisé, le flux d'épargne venant grossir le stock du patrimoine.

Selon Louis Chauvel une classe sociale, est un groupe qui présente trois dimensions : une *position sociale* définie par la fonction occupée dans la société et non par la naissance ; une communauté de vie, c.à.d. une identité collective (ségrégation spatiale et culturelle, style de vie, coupure entre "eux" et "nous") ; un acteur collectif. Le deuxième aspect est essentiel car, pour distinguer entre les strates et les classes, le critère essentiel sera la ségrégation et la coupure qui induisent des effets de reproduction inter-générationnelle et d'homogamie et qui freinent la mobilité.

La société du XIX^e siècle opposait les possédants aux démunis. La dé-

finition marxiste en permettait une interprétation pertinente : en focalisant sur le critère de la possession du capital et non sur celui des revenus correspondants, il touchait au cœur du processus de reproduction qui enferme les individus dans des destins selon leur naissance. Le bourgeois est celui qui possède, c.à.d. qui hérite et augmente un patrimoine accumulé au long des générations, le prolétaire celui qui n'a rien et vit "au jour la journée". Les classes n'étaient plus définies par le droit, mais existaient de fait car la position sociale était héritée et non acquise : recevoir un patrimoine productif ou de rapport vous plaçait d'un côté, ne rien recevoir de l'autre. Le capitalisme étant caractérisé par un processus irrépressible d'accumulation, la polarisation en deux classes devait fatalement en découler.

La formule $A - M - A'$ de l'échange marchand capitaliste (investir un capital A permet de produire des marchandises M dont la vente procure une recette $A' = A + \Pi$, c.à.d. un profit) s'oppose à la formule $M_1 - A - M_2$ de l'échange marchand simple (produire un bien M_1 permet de le vendre contre le bien M_2

Référence

que l'on désire consommer). En effet, l'échange capitaliste est orienté vers l'accumulation puisque le but visé est le profit Π et non la satisfaction d'un besoin par la consommation. Contrairement à la consommation, l'accumulation ne comporte en elle-même aucun principe d'assouvissement, bien au contraire, le succès appelle le succès, et l'investissement profitable un réinvestissement ($A' - M - A''$; $A'' - M - A'''$; etc.).

Pour évoquer la moyennisation et contester la prophétie marxiste, il faudra donc démontrer d'une part que les capitaux s'accumulent moins facilement à un pôle, d'autre part qu'à l'autre, on accède aussi aux biens de patrimoine, la reproduction reculant alors au profit de la mobilité. Mais l'élargissement de la notion de capital aux biens culturels, symboliques et sociaux permet de réactualiser la notion d'accumulation en montrant que l'on peut hériter aussi des moyens immatériels du positionnement social et qu'ils sont tout aussi efficaces pour enfermer dans des destins. Le choix de Bourdieu et Passeron de nommer "*Les héritiers*" leur premier ouvrage sur l'école (1964) et "*La reproduction*" leur second ouvrage (1970) constitue la meilleure introduction à la question mise ici au débat.

Le vingtième siècle, surtout durant les trente glorieuses avec l'État-Providence et les politiques keynésiennes de plein emploi, a connu un formidable mouvement d'accès à l'accumulation de capital économique, notamment à travers le logement, et humain, notamment à travers l'école, des milieux sociaux qui en étaient exclus, ce qui a pu justifier la théorie de la moyennisation initiée par Tocqueville et reprise par Robert Nisbet, Raymond Aron et, plus récemment, Henri Mendras ou François Dubet et Danilo Martucelli. La tendance récente du système économique (financiarisation, dérégulation, marchandisation), des politiques macro-économiques (rigueur monétaire et budgétaire) et sociales

(flexibilité du marché du travail, contestation de l'impôt progressif et des aides sociales), ainsi que les limites de la démocratisation scolaire, ont conduit à un certain durcissement des relations de classes et à certain "retour du capital".

La "démocratisation" des biens de patrimoine au cœur du brouillage des frontières de classes ■

Le fordisme intègre par le travail et la consommation

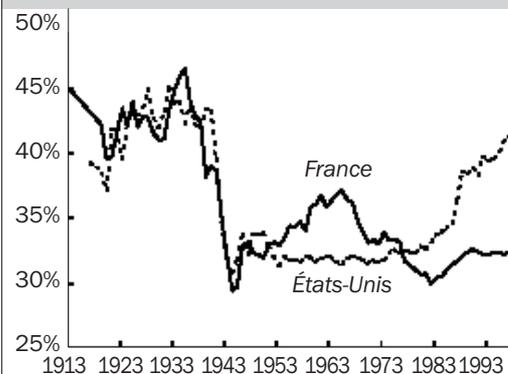
Dans ce régime spécifique du capitalisme, les managers semblent avoir écarté les actionnaires dans le contrôle des firmes (cf. Berle et Means, 1932 ; Burnham, 1942 ; Galbraith, 1967). Les objectifs se déplacent alors de la rentabilité (retour sur investissement : dividende par action) à la croissance.

La généralisation du Contrat à Durée Indéterminée, la mensualisation et la hausse des salaires permettent de dépasser la précarité et d'accéder à la consommation. Avec la société salariale, le prolétaire "entre" dans la société alors qu'il campait à l'extérieur. Avec les syndicats, le "compromis salarial fordiste" lui apporte aussi la dignité car le salariat organisé est désormais considéré comme un interlocuteur légitime. Avec le droit du travail, le salarié est élevé au rang de citoyen à part entière. Celui-ci lui offre une protection juridique spécifique : en dérogation à la règle d'égalité des parties contractantes, il y est considéré comme plus faible que l'employeur car, faute des ressources, il n'a pas le choix de refuser ou d'accepter les termes du contrat.

L'État-Providence intègre par l'accès à des droits qui remplacent les services procurés par le capital

Il offre aux salariés l'équivalent de ce qu'apportait au seul propriétaire la possession d'un capital économique : éducation, services publics, et sécurité à travers l'assurance contre les accidents de la vie (chômage, famille, maladie et accident, vieillesse). Ces possibilités sont autant de droits qui font partie intégrante du patrimoine des ménages et en constituent l'essentiel pour la plupart, à savoir ceux qui ne possèdent quasiment aucun actif physique ou financier. Ils procurent en effet des flux de revenus futurs, ce qui est l'exacte définition économique du capital. Les droits à la retraite et les diverses polices d'assurance entrent d'ailleurs dans la définition comptable du patrimoine. C'est évidemment le cas des droits à la retraite, des allocations familiales ou des indemnités chômage mais on peut analyser de même la gratuité de l'éducation (économie de dépenses tout au long des études), de la couverture maladie ou accident. Quant aux services publics et aux infrastructures collectives, ils constituent autant d'éléments d'un patrimoine collectif fournissant des biens auxquels tout un chacun accède gratuitement ou à faible prix.

Part du décile supérieur dans le revenu total en France et aux États-Unis de 1913 à 1998



Sources : France : Pibetty, 2001, colonne P90-100 du tableau B14, annexe B - États-Unis : Pibetty et Saez, colonne P90-100 du tableau A1, annexe A.

Par ailleurs, Thomas Piketty a montré dans *Les hauts revenus en France au XX^e siècle*, le rôle décisif de la redistribution fiscale dans la limitation des hauts revenus et des fortunes. Les possibilités d'accumulation des plus fortunés ont été réduites par les mécanismes fiscaux tandis que la réglementation du travail (notamment avec le SMIG en 1950, puis le SMIC en 1970) et les allocations sociales augmentaient les revenus du travail et protégeaient les plus pauvres.

La gestion keynésienne est orientée vers le plein emploi

C'est le maintien de faibles taux d'intérêt et la politique des revenus (hausse parallèle des salaires, des profits et de la productivité selon la règle de Wicksell et la recommandation de l'OCDE inscrite dans le rapport Mac Cracken de 1977) qui encadrent le processus fordiste aboutissant à l'intégration sociale par la possibilité d'accéder à l'accumulation. Le plus frappant est l'accès à la propriété du logement, qui constitue, notamment en France, le symbole par excellence de l'intégration par le capital matériel : l'aide sociale et fiscale à l'habitat, les faibles taux d'intérêt et la hausse régulière des salaires permettent le crédit qui est le levier indispensable de l'accumulation pour ceux qui n'ont pas hérité.

L'inflation rampante, puis galopante dans les années 1970, ajoute un formidable levier au profit des emprunteurs (surtout les salariés, les entrepreneurs et l'État). Il s'agit d'un transfert massif inter-social (des prêteurs vers les emprunteurs) et inter-temporel (du futur vers le présent) qui résulte de la dépréciation monétaire. Si l'on retient une inflation moyenne de 4% entre 1945 et 1970, et de 10% de 1970 à 1980, un capital de 1000 euros emprunté en 1945 n'en vaudrait plus que 148 en 1980. Cela revient à dire que le prêteur récupérerait une som-

me dont la valeur réelle serait inférieure de 85% à celle qu'il avait prêtée. Le taux d'accession à la propriété augmente de moins de 30% en 1945 à plus de 50% dans les années 1980.

Pour quitter le prolétariat, accéder à l'accumulation...

...matérielle : recul de la précarité, dépasser la vie "au jour la journée"

Dans les sociétés traditionnelles pré-capitalistes, les familles du "peuple" se transmettaient un patrimoine économique (terres, bâtiment et matériel d'exploitation, boutique, atelier). La révolution industrielle avait transformé ces masses de "petit-bourgeois" en prolétaires n'ayant "que leurs chaînes à perdre", l'exclusion sociale était d'abord exclusion physique, dénuement matériel, impossibilité de dépasser l'horizon de quelques jours correspondant aux réserves alimentaires du foyer. Le capitalisme fordiste, pour obtenir la stabilité du travailleur, instaure une société salariale qui va intégrer par l'accès à des biens accumulables.

Les réformateurs sociaux conservateurs du XIX^e polarisaient leur attention sur l'intégration par l'accès à la propriété : selon eux, le seul moyen d'arracher l'ouvrier au cabaret et à la révolution était de lui permettre d'acquérir un patrimoine qui l'ancre dans la société, le rende conservateur, c.à.d. soucieux de ne pas perdre ce qu'il possède. C'est le sens du mouvement paternaliste : logement, église, école, magasin et divers services collectifs sont offerts par l'employeur, à qui l'ouvrier est attaché par un lien de longue durée (quitter son emploi fait perdre les avantages associés). C'est aussi le sens des mouvements en faveur des jardins ouvriers ou du logement social.

Pour que s'impose une norme de consommation, il faut dépasser la

précarité, c'est la stabilité, la hausse régulière des salaires, les aides sociales, les avantages fiscaux et les faibles taux d'intérêt qui permettent d'accéder au logement et à son équipement en biens durables. A ce patrimoine physique, s'ajoutent un début d'accumulation financière (généralisation des actifs financiers aux États-Unis, des comptes sur livret en France) et surtout une spectaculaire accumulation de droits à la retraite (partie intégrante de l'estimation comptable du patrimoine des ménages) par l'organisation de la solidarité inter-générationnelle.

...et immatérielle : l'accès aux biens culturels démocratisé

Au fur et à mesure que la matière grise remplace la matière première comme facteur de production et dans la nature des biens produits, c'est le capital humain qui devient décisif. Son poids s'envole dans l'économie contemporaine d'un niveau 5 000¹ en 1806 à un niveau 40 000 en 1996 selon Olivier Marchand et Claude Thélot². L'écart de productivité est de 2,2 fois entre un individu ayant "investi" dans 16 années d'études et celui qui n'en a à son actif que de 1 à 4 ans.

Les classes populaires étant exclues encore plus nettement des biens culturels et symboliques que des biens matériels, elles n'avaient jamais eu accès ni au savoir, ni au prestige, leur entrée dans l'ère de la culture est donc radicalement nouvelle.

- (1) L'indicateur est donné par le 100 000^e du produit du nombre d'actifs par la qualité de la main d'œuvre mesurée en années de formation fortement corrélée à la productivité du travail.
- (2) O. Marchand, C. Thélot, *Le travail en France (1800-2000)*, Nathan, 1997.

"les classes moyennes et surtout les professions libérales se sont toujours imposé des privations dans le but d'employer leur capital à l'éducation de leurs enfants, et les classes ouvrières, de leur côté, emploient une grande partie de leurs salaires à développer la santé et la force physique des leurs. Les anciens économistes n'ont pas assez tenu compte du fait que les facultés humaines sont un instrument de production aussi important que toute autre forme de capital"

A. Marshall,
Principes d'économie politique (1870),
Gordon & Breach, tome 1, p. 414

Les politiques d'enseignement et les politiques culturelles (musées, théâtres, maisons des jeunes et de la culture, bibliothèques et médiathèques, festivals, etc.), la chute du prix des biens culturels (livres, disques, cinéma, télévision) ont radicalement changé la donne. Des parcours d'ascension sociale fondés sur l'accès au savoir apparaissent.

Les classes n'existent que par transmission inter-générationnelle

Une société de classes se définit par la reproduction. Le diagnostic permettant de choisir entre une vision en terme de classes ou de strates doit donc porter sur ses mécanismes. C'est le degré de mobilité sociale – par la profession ou par le mariage – qui en est le principal critère. Or, quels sont les facteurs de sa limitation malgré l'abolition des fondements juridiques qui l'interdisaient dans les sociétés de castes et d'ordres ? La transmission par héritage des moyens matériels d'exercer les professions rémunératrices et prestigieuses est marginalisée par l'allongement de la durée de vie et la généralisation du salariat. Par contre, celle du capital culturel a vu son importance exploser, elle est au cœur des différences de réussite scolaire qui déterminent le positionnement social et des affinités qui poussent à l'homogamie.

Or, qu'est-ce qu'une classe ? Un agrégat d'individus nés dans un milieu dont les caractéristiques sont

transmises, c'est-à-dire l'environnement matériel et l'accès aux biens économiques, l'environnement culturel et les modèles de comportement. Ces caractéristiques constituent aux côtés du patronyme, l'héritage global de la personne, et, comme lui, ils la définissent, ils disent son identité en l'inscrivant dans une lignée, le "je" individuel et social serait une notion dénuée de sens hors de la prise en compte de cet héritage. Elles déterminent les destins individuels, qui sont des destins de classes dès lors qu'ils tendent plutôt à se reproduire (statuts assignés de la typologie fonctionnaliste) qu'à varier selon les individus (statuts acquis).

Depuis Goblot, on sait que ce sont les biens de distinction qui fournissent les "barrières" permettant de définir des classes sociales. En effet, ils varient de façon discrète (on est ou l'on n'est pas cultivé, ou à la mode) et non continue (on peut gravir l'échelle du revenu ou du capital centime par centime sans jamais rencontrer de frontière séparant les riches des moyens, et les moyens des pauvres). Si l'on veut définir des barrières assez hautes pour enfermer les siens dans un destin, et en exclure les autres, il faut transmettre des biens de distinction.

Les membres de la haute bourgeoisie ne s'y trompent pas qui font de la reproduction du style de vie une condition indispensable de la transmission patrimoniale.

"Toute l'éducation, dans les grandes familles, prépare explicitement à ce passage du relais. Il y a beaucoup à transmettre, économiquement et symboliquement, l'explicitation est incontournable. Il importe que le don soit bien reçu et qu'il puisse générer le contre-don, c'est-à-dire la perpétuation du nom, la permanence de la lignée."

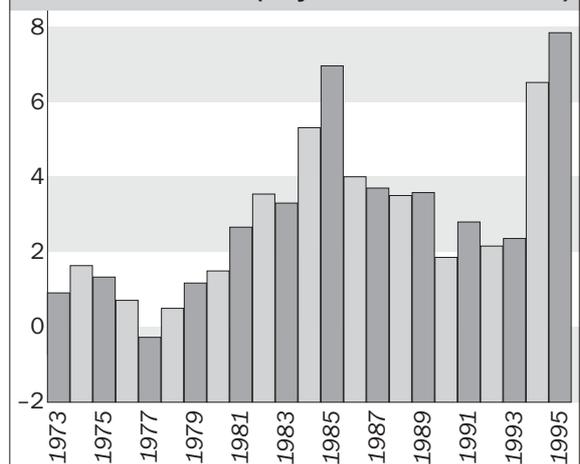
M. Pinçon, M. Pinçon-Charlot,
Grandes fortunes,
Payot, 1998, p. 334

Les frontières de classes se durciraient-elles ?

Capitalisme patrimonial : actionnaires contre managers, performance boursière contre performance productive

Dans le capitalisme patrimonial, les actionnaires ont "repris le pouvoir" aux managers, notamment à travers les institutions collectives de gestion de portefeuilles (fonds de pension, SICAV, *Mutual Funds*, compagnies d'assurance) la "création de valeur" pour l'actionnaire devient le seul objectif légitime et les critères de réussite sont durcis (comme la norme de 15% pour le retour sur investissement). La privatisation de la régulation est seule considérée comme efficace et légitime (concept d'efficacité des marchés, y compris celui du contrôle, la bonne "gouvernance" étant garantie par l'indépendance des fonctions de

Performances du patrimoine de rapport (moyenne mobile sur 8 ans)



1995 correspond à la moyenne des performances des années 1991 à 1999. La performance d'un placement tient compte du taux de rendement (revenu courant/valeur du bien), des plus-values latentes et est déflatée par l'indice du niveau général des prix.

Source : calculs INSEE d'après données INSEE, BDF, SBF, SAFER et Notaires parisiens.

gestion et de surveillance et par la concurrence sur les marchés de l'audit). Le lieu central de la régulation est le marché financier, le critère essentiel de jugement sur les firmes devient la cote en bourse.

Dans ce capitalisme patrimonial, la priorité est naturellement à la protection des valeurs acquises, cela induit une préférence pour la stabilité des prix, les hauts taux d'intérêt et la faible fiscalité.

L'État n'est plus considéré comme une solution mais comme le problème

Libéralisation, déréglementation, flexibilisation du marché du travail, mise en cause et en concurrence des services publics et des consommations collectives constituent le point commun des politiques préconisées dans le cadre de ce que l'économiste américain Williamson a dénommé le "consensus de Washington"³. Si les services publics et les assurances sociales qui ont permis l'accès à l'accumulation étaient démantelés, ce vecteur essentiel de la moyennisation serait menacé. La société salariale aurait vécu. Le point focal de cette tendance concerne la stabilité du contrat de travail et la pérennité des retraites par répartition menacées par le vieillissement et la promotion des fonds de pension.

Gestion libérale orientée vers la stabilité monétaire

Le tournant de la rigueur (France, 1983) fait suite au revirement initié par Margaret Thatcher (1979) et Ronald Reagan (1981) pour inverser les priorités macro-économiques du plein emploi vers la stabilité monétaire. Si l'inspiration est au départ monétariste (nomination à la Fed de Paul Volcker qui va y appliquer la thérapie friedmanienne pour briser l'inflation), elle s'en éloigne en Europe quand, dans le cadre de la convergence vers l'euro, on fait de la restriction monétaire et budgétaire un impératif permanent ("pacte de stabilité et de croissance" inscrit dans le Traité d'Amsterdam) alors que Friedman ne la préconise qu'en cas de menace inflationniste.

"Dès lors que les revenus d'une fraction de la population peuvent croître par redistribution d'un volume donné de richesse, plutôt que par augmentation de ce volume, la société devient moins solidaire et le front commun pour la croissance disparaît", ce qui entraîne "le passage d'un jeu coopératif à un jeu non-coopératif". (...) "Le niveau anormalement élevé des taux d'intérêt signifie que les revenus de la rente sont, tout aussi anormalement, favorisés par rapport aux revenus du travail et de l'activité d'entreprise. Il signifie, d'autre part, que la croissance faible n'a pas été inamovible à tout le monde ; qu'elle s'est accompagnée d'une très importante redistribution des revenus et des richesses, améliorant, pendant les années de croissance molle, le sort de certains acteurs beaucoup plus que pendant les décennies précédentes."

Jean-Paul Fitoussi,
Le débat interdit,
Arléa, 1995, pp. 153-154

Le retour des inégalités ■

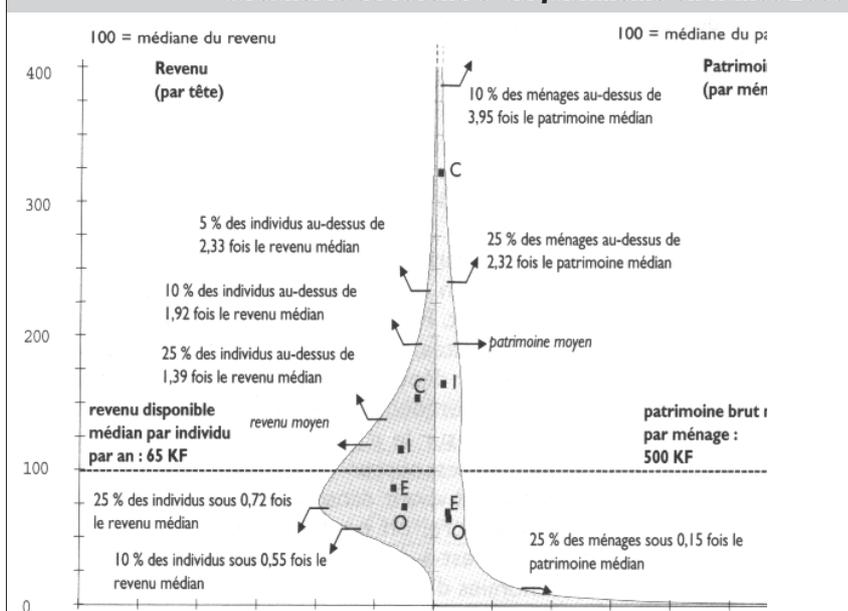
Réouverture des inégalités, envol des revenus du capital avec les taux d'intérêt et l'inflation des actifs

On ne trouve pas de classe moyenne dans le strobiloïde du patrimoine ! Large à sa base car beaucoup ont un patrimoine nul, il s'étire tout au long d'une échelle très ouverte. Au contraire, celui du revenu présente un renflement très important autour de la médiane, le rapport du neuvième décile au premier quartile est exactement dix fois plus faible (2,6 fois) pour le revenu que pour le patrimoine (26 fois)⁴.

L'analyse de Louis Chauvel⁵ est ici confirmée : quand l'écart des revenus se cantonne à une fourchette de 1 à 4 (Décile 9 / Décile 1), celui des patrimoines s'envole à 1 à 70. Cet état de fait est dû au mécanisme même de l'accumulation : d'une part, le capital s'accumule au long des générations alors que le revenu se gagne chaque mois ; d'autre part, le processus d'accumulation étant... cumulatif, il joue comme un multiplicateur des différences. A revenu identique, celui qui hérite d'un petit appartement, économise le loyer ou le remboursement de crédit, qui grève la capacité d'épargne de l'autre ; dix ans plus tard, il aura de quoi acquérir un second appartement, qui va lui procurer un revenu, et ainsi de suite. Si l'on ajoute les facteurs, notamment fiscaux, qui favorisent le capital et ses revenus au détriment du travail, on explique pourquoi la société salariale a pu rapprocher les revenus, mais a peu entamé les différences de possession.

- (3) **A Washington, on trouve le siège des institutions qui en font la promotion et l'imposent aux pays du sud et de l'est à travers la conditionnalité des aides du FMI : le département américain du Trésor, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International.**
- (4) **Le 9^e décile indique le revenu (ou le patrimoine) au-dessus duquel se trouvent les 10% qui gagnent (ou possèdent) le plus. Le 1^{er} quartile indique le revenu (ou le patrimoine) au-dessous duquel se trouvent les 25% qui gagnent (ou possèdent) le moins.**
- (5) **Louis Chauvel, Le retour des classes sociales ?, Revue de l'OFCE N° 79, octobre 2001, pp.315-360**

Strobiloïde du revenu et du patrimoine en francs 2000



Note : le strobiloïde représente la forme de la pyramide sociale correspondant à la répartition du revenu ou du patrimoine (voie Chauvel 1995). La courbe est d'autant plus large qu'une part importante de la population est située précisément à ce niveau. Si 100 représente la médiane des revenus, le large renflement au centre du strobiloïde permet de révéler une forte classe moyenne, située à égale distance des extrêmes. Du côté des patrimoines, au contraire, il n'existe pas de classe moyenne, dans la mesure où la population est largement étirée entre l'extrême opulence et l'extrême dénuement en termes d'accumulation. Les revenus sont exprimés en francs par tête dans le ménage : l'individu médian se trouve dans un ménage où le revenu annuel est de 65 000 F par individu. Le patrimoine est exprimé par ménage. Pour le revenu, C, I, E et O représentent la médiane du revenu respectivement des cadres, des professions intermédiaires, des employés et des ouvriers. Pour le patrimoine, ce sont les moyennes, les médianes n'ayant pas été calculées dans les publications de l'INSEE.

Source : Budget des ménages 1995 et actifs financiers 1992, réévalués pour l'année 2000 (en tenant compte de l'enrichissement et de l'inflation).

Le tableau de comparaison des revenus déclarés au fisc et de ceux estimés révèle un contraste spectaculaire entre les possibilités de dissimulation des salaires et des pensions de retraites par rapport aux revenus de l'entreprise et du capital :

Écart entre les revenus déclarés au fisc et ceux estimés selon la catégorie du revenu		
	1988	1994
Salaires et retraites	De 4 à 48%	De 0 à 3%
Bénéfices, loyers, dividendes et intérêts	De 56 à 143%	De 42 à 177%

Sources : rapports de Conseil des impôts et INSEE, cité in Bihl et Pfefferkorn, *Déchiffrer les inégalités*, Syros, 1998.

La période récente a permis une véritable explosion des revenus du capital au moment où ceux du

travail étaient bloqués par la désinflation compétitive (aux Etats-Unis, le salaire minimum réel a baissé depuis 1975 jusqu'à retrouver en 1995 son niveau de 1955). Les nouvelles normes fiscales ont inversé le mécanisme qui avait réduit les écarts. Les tranches supérieures de

l'impôt sur le revenu ou sur les successions sont partout abaissées. Les possibilités d'évasion fiscale, les divers abattements et régimes dérogatoires, le recours aux paradis fiscaux vont dans le même sens.

Ces mesures sont prises en référence à la nouvelle doctrine selon laquelle "trop d'impôt tue l'impôt" qui rend l'Etat responsable, par effet désincitatif, de la croissance lente. Elles interviennent au moment où la hausse des taux d'intérêt et l'envol du prix des actifs financiers provoquent un mouvement inédit de valorisation du capital à tel point que la figure du rentier, qui avait disparu sous l'impact de l'inflation, de la crise de 1929 et de la fiscalité, revient en force avec ces fondateurs de "start-up" qui se retirent à trente ans, fortune faite.

Malgré une spectaculaire démocratisation de l'enseignement, l'égalisation des chances piétine

L'accès à l'éducation pour tous est en soi un mouvement d'accumulation de capital humain, donc de diffusion du savoir et des outils culturels du positionnement social au profit des classes inférieures puisqu'elles en étaient autrefois exclues. Il s'agit donc d'un vecteur de moyenisation, qui joue le même rôle dans l'ordre culturel que l'accès à la consommation dans l'ordre matériel. La généralisation de l'enseignement primaire est achevée en 1900, puis le nombre d'élèves du secondaire augmente de 24 fois durant le XX^e siècle, et le nombre d'étudiants par 24 (voir tableau page suivante).

Cependant, la démocratisation scolaire, pour si massive qu'elle a été, ne garantit pas une égalisation proportionnelle des chances. Pierre Merle l'a montré en classant par tranches de durée d'études les cohortes sorties du système scolaire en 1988-1989 et celles sorties en 1998-1999⁶ (voir tableau page suivante).

(6) P. Merle, *La démocratisation de l'enseignement*, La Découverte coll. "Repères", 2002.

En milliers	Premier degré	Second degré	Supérieur
1900	6 200	250	40
2000	6 281	5 910	2 143

Source : Ministère de l'Éducation nationale, DEP ; INSEE, Données sociales 1999 et TEF 2002-2003.

Âge de sortie du système scolaire selon le décile en 1988-1989 et 1998-1999

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9
1988-1989	16,0	17,2	17,8	18,4	18,9	19,5	20,1	21,1	22,9
1998-1999	17,2	18,1	18,9	19,6	20,4	21,3	22,4	23,5	25,1
Variation	+1,2	+0,9	+1,1	+1,2	+1,5	+1,8	+2,3	+2,4	+2,2

En 1988-1989, l'âge de sortie du système scolaire est de 16 ans maximum pour les 10% des élèves les moins scolarisés (D1). De 1988-1989 à 1998-1999, la scolarisation des 10% les moins scolarisés a augmenté de 1,2 année.

Source : idem, p. 86.

Le résultat est clair : tous les déciles gagnent entre 0,9 et 2,4 années (ce qui est énorme en seulement une décennie), mais les déciles inférieurs gagnent en moyenne moins que les supérieurs, l'écart inter-décile D9 - D1 croît donc de 6,9 à 7,9 et l'écart D8 - D2 de 3,9 à 5,4. C'est un autre moyen d'expliquer le *paradoxe d'Anderson* : quand tous accèdent à l'école, ce sont ceux qui augmentent plus vite leur niveau d'éducation qui en tirent le plus d'atouts dans la compétition pour l'accès aux meilleures positions.

Selon Antoine Prost, cette démocratisation est donc "quantitative" (plus d'école pour tous) plus que "qualitative" (recul du lien entre origine sociale et réussite scolaire)⁷. Pour Dominique Goux et Eric Maurin, elle est plus "ségrégrative" qu'"uniforme" car elle se fait essentiellement en di-

rection des filières les moins prestigieuses et les moins porteuses d'insertion professionnelle, tandis que les filières "nobles" s'ouvrent très peu aux enfants d'origine populaire⁸.

Si l'on croise le diplôme et la PCS des parents, on peut mesurer le résultat d'une sélection scolaire impitoyable pour les moins dotés en ressources culturelles : les sans diplôme sont à 59,3% fils d'ouvrier (alors que moins de 30% des actifs sont ouvriers) et à 2,5% fils de cadres (16% des actifs), les diplômés des grandes écoles de premier rang sont fils d'ouvriers pour 6,4%, et fils de cadres pour 48,5%. Entre 1951-1955 et 1989-1993, le rapport des chances (méthode des *odds ratio*¹⁰) d'un étudiant issu d'une famille de cadres supérieurs ou d'enseignants et celui issu des couches moyennes d'atteindre l'une des quatre écoles les plus sélectives (HEC, X, ENA, ENS) a augmenté de 2,9 à 8,3 et de 40,2 à 49,1 par

Origine sociale des jeunes scolarisés dans les formations les plus courtes et les plus longues (1998-1999)

	PCS populaires	dont ouvriers et chômeurs	PCS moyennes et favorisées	dont cadres
SEGPA ⁹	88,0	68,3	12,0	1,6
CAP	79,3	57,4	20,7	3,9
BEP	75,6	52,8	24,4	4,7
2 ^e cycle universitaire	22,5	11,0	77,5	36,7
3 ^e cycle universitaire	15,2	6,1	84,8	45,2
Écoles d'ingénieurs	15,1	6,0	84,9	48,9

88% des élèves des SEGPA (section d'enseignement générale et professionnel adapté) sont originaires d'une PCS populaire et 68,3% d'ouvriers et de chômeurs.

Source : P. Merle, *La démocratisation de l'enseignement*, La Découverte, 2002, p. 88.

rapport à un étudiant issu des couches populaires. Par contre, le même rapport a baissé de 13,8 à 6 entre les enfants de couches moyennes et populaires.

Effet de lignée : comme la reproduction, la mobilité se définit à l'échelle des générations

Le diagnostic doit être nuancé d'une part parce que l'inversion de la tendance historique est récente, et encore trop partielle pour annuler les acquis antérieurs qui, tous, allaient dans le sens de l'effacement des frontières de classes. D'autre part, parce que, comme l'a montré Claude Thélot (*Tel père, tel fils*), pour parcourir de longues distances dans l'espace social (typiquement, père ouvrier, fils cadre), il faut de longues durées. Accumuler des biens matériels (sortir du dénuement absolu) et surtout culturels afin que se constitue un patrimoine familial global moins défavorable à la réussite scolaire ne peut se faire qu'à l'échelle des générations. Ce patrimoine sera par exemple constitué d'un proche ayant poussé sa scolarité un peu plus loin que la norme de sa classe, un modèle de comportement orienté vers les loisirs culturels, des ambitions scolaires et sociales élevées, etc. C'est pourquoi, le parcours typique de l'ascension sociale implique trois générations et non deux : grand-père paysan, fils instituteur, petit-fils professeur ou ingénieur ; voire quatre ou cinq générations avec des distances unitaires plus courtes.

J.-P. D.

- (7) Antoine Prost, *L'enseignement s'est-il démocratisé ?*, PUF, 1986.
- (8) D. Goux, E. Maurin, *Origine sociale et destinée scolaire*, *Revue française de sociologie*, XXXVI, 1, 1995.
- (9) **Classes de 4^e et de 5^e où sont regroupés les élèves en grande difficulté et constituent une exception au principe du collège unique.**
- (10) **Le rapport indique la sur-probabilité de la configuration la plus habituelle (réussite de l'étudiant issu des PCS favorisées / échec de l'autre) et celle de la configuration symétrique.**